

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 05/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GAZEL ENERGIE GENERATION

Centrale de Provence
BP 26
13590 Meyreuil

Références : D-2025-0698

Code AIOT : 0006402175

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2025 dans l'établissement GAZEL ENERGIE GENERATION implanté Terril de Bramefan 13710 Fuveau. L'inspection a été annoncée le 07/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite intervient dans le cadre de la réception de l'alvéole 2 du casier de stockage de cendres exploité par GazelEnergie Génération.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GAZEL ENERGIE GENERATION
- Terril de Bramefan 13710 Fuveau
- Code AIOT : 0006402175
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site a été autorisé par arrêté préfectoral du 6 décembre 2017 pour une durée d'exploitation de 30 ans. Un suivi post-exploitation est également prévu dans l'autorisation délivrée.

L'installation est destinée à accueillir les cendres de l'activité de la Centrale de Provence qui n'ont pas fait l'objet d'une valorisation par le prestataire SURCHISTE. L'accueil de matériau inerte est utilisé pour assurer la couverture intermédiaire des différentes phases de l'activité.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Récolement alvéole n°2	Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 9.1.5	Sans objet
2	Récolement alvéole n°2	Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 9.1.5.1	Sans objet
3	Récolement alvéole n°2	Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 9.1.5.2	Sans objet
4	Récolement alvéole n°2	Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 9.1.5.4.1	Sans objet
5	Récolement alvéole n°2	Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 9.1.5.4.2	Sans objet
6	Récolement alvéole n°2	Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 9.1.5.4.3	Sans objet
7	Récolement alvéole n°2	Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 9.1.6.3	Sans objet
8	Récolement alvéole n°2	Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 9.1.6.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'analyse du rapport de fin de travaux d'aménagement de l'alvéole 2 du terroir de Bramefan et la visite réalisée sur site le 24/10/2025 ne font ressortir aucune non-conformité et n'appelle aucune remarque. Les conditions sont réunies pour l'exploitation de l'alvéole 2.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Récolement alvéole n°2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 9.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement du casier de stockage
Prescription contrôlée : Les côtes des fonds de forme bruts du casier varie de 264 m NGF à 274 m NGF.
Constats : Le §2.1 du rapport de fin de travaux Rn°25.181 version 01 en date du 22/09/2025 indique que les côtes du fonds de forme varient entre 266,01 mNGF et 272,25 mNGF.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Récolement alvéole n°2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 9.1.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Barrière de sécurité passive
Prescription contrôlée : La barrière de sécurité passive est constituée , de bas en haut :

<ul style="list-style-type: none"> - d'une couche de limons (anciennes cendres) d'au moins 5 m d'épaisseur de perméabilité inférieure à 10-5m/s, - sur le fond et les flancs, d'une couche de 1m d'épaisseur de matériaux (argile) de perméabilité inférieure ou égale à 10-9m/s, avec une remontée de 2m sur les flancs, - sur les flancs, d'un matériau alternatif (géocomposite bentonitique) d'une perméabilité de 10-11m/s sur une hauteur de 2m.
<p>Constats :</p> <p>Les §2.2.2, 2.2.3 et 2.2.4 du rapport présentent les travaux effectués pour obtenir une barrière de sécurité passive. Ainsi de bas à haut, nous trouvons :</p> <ul style="list-style-type: none"> - couche constituée d'anciennes cendres sur une épaisseur supérieure à 5m et avec une perméabilité inférieure à 10-5 m/s, - argile de perméabilité inférieure à 10-9 m/s sur 1 m avec une remontée de 2 m sur les flancs - ensuite, les digues définitives (digue Nord et digue Ouest) ont été réalisées avec une hauteur de 2m (depuis le niveau final de la couche d'argile de 1m d'épaisseur en fond de casier). Les flancs de digues, après mise en place de l'argile, ont été recouverts d'un géosynthétique bentonitique. <p>La barrière passive telle que constituée respecte les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06/12/2017 à l'Article 9.1.5.1, ainsi que celles du dossier de demande d'autorisation d'exploiter.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Récolement alvéole n°2

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 9.1.5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Barrière de sécurité active</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La barrière de sécurité active est constituée, du bas vers le haut :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en fond de casier et sur les flancs, une géomembrane en polyéthylène haute densité (PeHD) de 2 mm d'épaisseur, - en fond de casier et sur les flancs, un géotextile de protection anti-poinçonnant, - en fond de casier d'une couche de drainage d'une épaisseur minimale de 50 cm (matériaux granulaire), - sur les flancs, d'un géotextile de protection de la géomembrane.
<p>Constats :</p> <p>Le §2.3 du rapport de fin de travaux remis par l'exploitant précise que les parties planes, au-dessus de l'argile ont été équipées comme suit (de bas en haut) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une géomembrane en PEHD (PolyEthylène Haute Densité) de 2 mm d'épaisseur reposant sur la barrière passive, - d'un géotextile de protection de la géomembrane de 1200 g/m² (anti-poinçonnant), - d'un niveau de matériaux drainant de 0,5 m d'épaisseur et de perméabilité supérieure à 10⁻⁴ m/s dans lequel des drains horizontaux dimensionnés pour collecter les lixiviats ont été mis en place, - d'un géotextile de protection anti-contaminant de 700 g mis en œuvre au-dessus du drainant. <p>Les flancs internes des digues Nord et Ouest définitives ont été équipés comme suit (de bas en haut):</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une géomembrane en PEHD (PolyEthylène Haute Densité) de 2 mm d'épaisseur reposant sur la barrière passive, sur l'ensemble de la hauteur des digues (2m). - d'un géotextile anti-poinçonnant de protection de la géomembrane de 1200 g haute ténacité aux UV.

La barrière active telle que constituée respecte les prescriptions de l'article 9.1.5.2. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06/12/2017 ainsi que celles du dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Récolement alvéole n°2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 9.1.5.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de l'efficacité de la barrière passive

Prescription contrôlée :

L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière de sécurité passive.

Les résultats des contrôles réalisés par un organisme tiers de l'exploitant sont transmis au préfet avant la mise en service du casier. Ils sont comparés aux objectifs de dimensionnement retenus par l'exploitant et sont accompagnés des commentaires nécessaires à leur interprétation.

Constats :

Le programme d'échantillonnage a été transmis à l'inspection préalablement à la réalisation des travaux.

Les résultats des contrôles réalisés conformément à ce programme par un tiers indépendant (SOCNA Sols) sont joints au rapport de fin de travaux Rn°25-181. Le rapport Rn°25-181 retrace l'ensemble des remarques faites par SOCNA Sols et corrigées en cours de chantier.

Le 11 juillet 2025, SOCNA Sols atteste que "La Barrière de Sécurité Passive du Casier Phase 2 de l'I.S.D.N.D. du Terril de Bramefan est donc, après reprise, conforme à l'Arrêté Ministériel de 2016 et à l'Arrêté Préfectoral du site."

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Récolement alvéole n°2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 9.1.5.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de l'efficacité de la barrière active

Prescription contrôlée :

Pour le contrôle de la réception et de la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un organisme tiers indépendant de l'exploitant. Il s'assure que les matériaux mis en place ne présentent pas de défaut de fabrication avant leur installation sur le site et procède à leur contrôle après leur positionnement. Une inspection visuelle de la géomembrane est réalisée et complétée a minima par le contrôle des soudures à canal central par mise sous pression et par le contrôle des soudures simples.

Les contrôles précités sont réalisés par un organisme tiers.

Constats :

Le §2.3.3 du rapport de fin de travaux Rn°25-181 remis par l'exploitant précise que la pose de la géomembrane a fait l'objet d'un plan d'assurance qualité.

En outre, l'expert tiers indépendant SOCNA Sols a procédé au contrôle visuel de la géomembrane et au contrôle de 100% des soudures, notamment par mise sous pression pour les doubles soudures. La conformité de la barrière active est attestée par SOCNA Sols dans une attestation en

date du 22/9/2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Récolement alvéole n°2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 9.1.5.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de l'achèvement des travaux d'aménagement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant toute réception de déchets, l'exploitant fait procéder au contrôle du parfait achèvement des travaux.</p> <p>Le contrôle précité est réalisé par un ou des organismes tiers, indépendants de l'exploitant. Le rapport de contrôle est transmis au préfet et à l'inspection des installations classées accompagné des commentaires de l'exploitant, à minima 15 jours avant la réception des déchets dans le casier. Le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées, avant tout dépôt de déchets, à une visite du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis en octobre 2025 le rapport de MICA Environnement qui a procédé au contrôle de parfait achèvement des travaux. Ce rapport reprend l'ensemble des phases du chantier, avec tous les contrôles internes et externes opérés.</p> <p>Sur la base de ce rapport, l'inspection des installations classées a procédé à une visite du site le 24/10/2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Récolement alvéole n°2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 9.1.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte et traitement des lixiviats
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats de manière à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines.</p> <p>Le collecteur alimentant le ou les bassins de stockage des lixiviats est muni d'une vanne d'obturation.</p> <p>II. Les bassins de stockage de lixiviats sont étanches. La zone des bassins de stockage des lixiviats est équipée d'une clôture sur tout son périmètre.</p> <p>L'exploitant positionne à proximité immédiate des bassins, les équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une bouée, - une échelle par bassin.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été vérifié que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats de manière à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines. - le collecteur alimentant le bassin de stockage des lixiviats est muni d'une vanne d'obturation. - le bassin de stockage de lixiviats est étanche. - la zone du bassin de stockage des lixiviats est équipée d'une clôture sur tout son périmètre, - une bouée et une échelle se trouvent à proximité immédiate du bassin.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 8 : Récolement alvéole n°2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 9.1.6.4
--

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales et de ruissellement
--

Prescription contrôlée :

Afin d'éviter le ruissellement des eaux extérieures au site sur le site lui-même, un fossé extérieur de collecte est implanté sur toute la périphérie de l'installation à l'intérieur de celle-ci. Certaines zones peuvent s'en affranchir si la topographie du site ne le permet pas.

Un second fossé de collecte est implanté sur toute la périphérie de la zone à exploiter pour recueillir les eaux de ruissellement internes susceptibles d'être non polluées, ce fossé ne porte pas atteinte à l'intégrité de la tranchée d'ancrage de la géomembrane. Les eaux collectées dans ce fossé sont dirigées vers les bassins de rétention des eaux pluviales.

Constats :

Lors de la visite il a été observé que plusieurs fossés sont présents et que toutes les eaux de pluie sont dirigées pour ruisseler vers le bassin des eaux pluviales.

Type de suites proposées : Sans suite
--